

Claude : le comparatif des 3 options

OpenLegi, droit-francais-mcp ou mcp-server-legifrance : le comparatif vérifié des 3 serveurs MCP Légifrance pour Claude, avec prompts pour notaire, avocat et juriste.

BLYX-AGENCY.COM · 25 JUILLET 2026 · PAR MELVIN BRETON

Trois serveurs MCP relient Claude à Légifrance : OpenLegi, droit-francais-mcp et mcp-server-legifrance. Pour démarrer sans rien installer, prends OpenLegi, c'est le plus simple à mettre en route. Si tu es soumis au secret professionnel, prends droit-francais-mcp : tes requêtes partent de ta machine vers l'API de l'État, sans transiter par un tiers. Écarte mcp-server-legifrance pour un usage sérieux, ses auteurs le décrivent comme expérimental. Le tableau complet, les critères et les prompts par métier suivent.

1. Ce qu'un serveur MCP change à ta recherche juridique

Une IA généraliste ne connaît pas le droit français. Elle connaît des textes qui en parlaient, figés au jour où son entraînement s'est arrêté. Sur une question juridique, elle produit donc une réponse plausible, bien tournée, avec un numéro d'article et une référence d'arrêt. Et parfois cet arrêt n'existe pas.

Ce n'est pas une hypothèse. En juin 2023, le tribunal fédéral du district sud de New York a condamné deux avocats à 5 000 dollars d'amende



dans l'affaire Mata v. Avianca, pour un mémoire citant six décisions

 **Blyx** inventées par ChatGPT. La France a suivi : le tribunal 
judiciaire de Périgueux a mis en garde un avocat dont les références ne
correspondaient à aucune décision publiée, et le tribunal administratif
d'Orléans a adressé un avertissement comparable. Aucune sanction
ordinaire n'a en revanche été prononcée pour ce motif à ce jour (vérifié
le 30/08/2026). Ce que ces décisions impliquent pour ta
responsabilité est détaillé dans [notre article sur les hallucinations
d'IA](#).

MCP (Model Context Protocol) est un standard ouvert publié par
Anthropic fin 2024. Il permet de connecter Claude à une source
externe, que le modèle interroge lui-même pendant qu'il te répond.
Appliqué au droit, le changement tient en une phrase : Claude arrête
de deviner et va chercher.

	Claude seul	Claude branché sur Légifrance
Source de la réponse	Mémoire d'entraînement	Base officielle interrogée en direct
Fraîcheur	Figée à la date de coupure	Version en vigueur du jour
Référence citée	Reconstituée, parfois inventée	Extraite du texte réel
Vérifiable	Non	Oui, l'identifiant est retourné
Abrogations	Souvent ignorées	Visibles dans les métadonnées



Le fond accessible couvre les 73 codes, le Journal officiel, la LODA (lois, ordonnances, décrets, arrêtés) et la jurisprudence judiciaire via JudiLibre, soit plus d'1,2 million de décisions (chiffres vérifiés le 30/08/2026).

Une précision avant le comparatif : source officielle ne veut pas dire raisonnement juste. Le serveur garantit que le texte existe et qu'il est à jour. Il ne garantit pas que ce soit le bon texte pour ton dossier, et la section 6 y revient.

2. Les trois serveurs en un tableau

Trois solutions permettent aujourd'hui de connecter Claude à Légifrance, et elles ne se valent pas. Chaque ligne de ce tableau a été vérifiée le 30/08/2026 sur les pages officielles des trois projets.

Critère	OpenLegi	droit-francais-mcp	mcp-server-legifrance
Auteur	Raphaël d'Assignies (avocat)	Jean-Marie Tanguy	Communauté pylegifrance
Licence	Service propriétaire	MIT (open source)	MIT (open source)
Accès	Compte OpenLegi gratuit, token	Ton compte PISTE	Clé auprès de lab.dassignies.law
Prérequis technique	Aucun	Python 3.8 ou plus	Python 3.9 ou plus



Difficulté d'installation	Faible	Moyenne	Moyenne
Jurisprudence judiciaire	Oui, sur activation	Oui, JudiLibre en natif	Oui
Journal officiel	Oui	Oui	Non
Maturité	Service établi	Actif	Annoncé expérimental

Deux précisions méritent d'être posées, parce que l'information circule mal sur ces deux points.

OpenLegi n'est pas open source (vérifié le 30/08/2026). C'est un service propriétaire, gratuit à l'usage de base, dont trois sources demandent une activation séparée : EUR-Lex, le RNE et JudiLibre. C'est aussi le plus simple des trois et le plus large : il annonce les sources les plus nombreuses, dont la CNIL, le Conseil constitutionnel, les conventions collectives et le BOFiP.

mcp-server-legifrance ne se branche pas directement sur PISTE (vérifié le 30/08/2026). Malgré son nom, il demande une clé obtenue auprès de lab.dassignies.law. Il est limité à 10 requêtes par seconde, ne met aucun résultat en cache, et ses auteurs le décrivent eux-mêmes comme expérimental. Pour un cabinet, c'est un projet à suivre, pas un outil de travail quotidien.



3. Le critère décisif : par où transite ta requête



Pour un professionnel du droit, la vraie question n'est pas de savoir



lequel est le plus complet. C'est de savoir par où passent tes requêtes (chemins vérifiés le 30/08/2026 sur la documentation des trois projets).

Serveur	Où va ta requête
droit-francais-mcp	De ta machine vers l'API de l'État, avec tes propres identifiants
OpenLegi	Vers les serveurs d'OpenLegi, qui interrogent l'API pour toi
mcp-server-legifrance	Vers lab.dassignies.law, qui interroge l'API pour toi

Un seul des trois te fait dialoguer directement avec l'État. Tant que tu demandes la durée de prescription de la responsabilité décennale, cela n'a aucune conséquence. Le jour où tu écris que ton client, gérant de telle société, conteste le licenciement de telle salariée, tu fais transiter des éléments nominatifs par un tiers.

Ce n'est pas un procès d'intention envers ces services, qui sont sérieux et utiles. C'est un point à trancher avant de commencer, pas après. Si tu es soumis au secret professionnel, prends droit-francais-mcp : tes identifiants, ton flux, aucun intermédiaire. Pour décider ce que tu peux confier à quel outil, la [grille IA et données juridiques](#) pose la méthode complète.



4. Quel serveur selon ton cas, et comment



Le choix se résume à trois profils.

- ✓ Tu veux tester aujourd'hui, sans rien installer : OpenLegi. Un compte, un token dans la configuration de Claude Desktop (modalités vérifiées le 30/08/2026), terminé.
- ✓ Tu traites des dossiers couverts par le secret professionnel : droit-francais-mcp, seule option en lien direct avec l'API de l'État.
- ✓ Tu veux expérimenter ou contribuer à un projet ouvert : mcp-server-legifrance, en gardant en tête son statut expérimental.

Pour l'installation pas à pas, suis le [guide Claude et Légifrance en 15 minutes](#) : il couvre l'installation d'OpenLegi écran par écran et la création du compte PISTE. Ici, trois repères suffisent.

L'accès PISTE, obligatoire pour droit-francais-mcp : crée un compte sur piste.gouv.fr, accepte les conditions générales d'utilisation de l'API Légifrance (l'oubli le plus fréquent, rien ne fonctionne sans), puis récupère le CLIENT_ID et le CLIENT_SECRET de l'application générée dans ton espace. L'accès est gratuit, et les données sont sous licence Etalab 2.0 : réutilisation libre, y compris commerciale, en mentionnant la source et la date de mise à jour.

L'installation de droit-francais-mcp, pour le profil soumis au secret professionnel. Clone le dépôt et installe ses dépendances, ou utilise les scripts d'installation automatisés qu'il fournit pour Windows, macOS et Linux.





```
git clone https://github.com/jmtanguy/droit-francais-mcp
cd droit-francais-mcp
pip install -r requirements.txt
```



Déclare ensuite le serveur dans `claude_desktop_config.json`, avec tes identifiants PISTE :

```
{
  "mcpServers": {
    "droit-francais": {
      "command": "python",
      "args": ["-m", "droit_francais_mcp"],
      "env": {
        "PISTE_CLIENT_ID": "ton_client_id",
        "PISTE_CLIENT_SECRET": "ton_client_secret"
      }
    }
  }
}
```

Redémarre Claude Desktop. Le serveur expose alors cinq outils : recherche et consultation sur Légifrance, recherche et consultation sur JudiLibre, et récupération des taxonomies.

Le test de bon fonctionnement, une fois le serveur déclaré : pose une question dont tu connais déjà la réponse.

```
Donne-moi le texte exact de l'article 1240 du Code civil,
avec sa version en vigueur et sa date de dernière modification.
```

Si Claude ramène le texte sur la responsabilité délictuelle avec l'identifiant Légifrance, la connexion fonctionne. S'il paraphrase sans



5. Les prompts par métier du droit

Les prompts ci-dessous forcent l'appel au serveur et le retour d'une référence vérifiable. Leur point commun : ils demandent toujours l'identifiant et la date.

Pour le notaire

La question centrale est presque toujours temporelle : quel texte s'appliquait à la date de l'acte, pas aujourd'hui.

Quelle était la rédaction en vigueur de l'article [NUMÉRO] du Code civil
à la date du [JJ/MM/AAAA] ?
Indique le texte applicable à cette date, la date d'entrée en
vigueur
de cette version, et le texte qui l'a modifiée ensuite.

Recherche dans le Code civil les dispositions applicables à
[servitude de passage / rapport des donations / régime de la
communauté].
Pour chaque article, donne le numéro, le texte intégral et
l'identifiant Légifrance.
Signale ceux qui ont été modifiés depuis [ANNÉE].

Pour l'avocat



Cette référence existe-t-elle : [juridiction, chambre, date, numéro de pourvoi] ?
Si oui, donne-moi le texte de la décision et son identifiant JudiLibre.
Si tu ne la trouves pas dans la base, dis-le explicitement : ne reconstruis rien.

Recherche la jurisprudence de la Cour de cassation sur [QUESTION DE DROIT],
postérieure à [ANNÉE].
Pour chaque décision : date, chambre, numéro de pourvoi, solution en une phrase.
Classe de la plus récente à la plus ancienne.

Le réflexe qui change tout : ajouter « si tu ne trouves pas, dis-le » à la fin de tes requêtes. C'est la formulation qui distingue une recherche d'une invention. L'organisation d'un cabinet autour de ces outils est traitée dans [notre article sur l'IA en cabinet d'avocats](#).

Pour le juriste d'entreprise

L'enjeu est le délai de réponse aux équipes, sur des questions souvent répétitives.

Quelle est la procédure légale pour [licenciement pour motif personnel /
rupture conventionnelle / mise à pied conservatoire] ?
Donne les articles du Code du travail applicables, dans l'ordre





Dans la convention collective [IDCC ou nom], que prévoit
[le préavis de démission / la période d'essai / la classification]
pour
un salarié [statut] ?
Cite l'article de la convention et sa date de dernière mise à jour.

La recherche en conventions collectives et les délibérations CNIL
passent par OpenLegi, qui couvre ces fonds. Les serveurs branchés sur
PISTE seul couvrent les codes, la LODA et JudiLibre.

Rédiger avec la source attachée

Une fois la référence obtenue, la seconde moitié du gain est là.

À partir des articles que tu viens de me citer, rédige un
paragraphe
de note pour un client non-juriste.
Après chaque affirmation juridique, place entre crochets l'article
exact
sur lequel elle repose. N'affirme rien qui ne soit pas couvert par
une source
que tu as réellement consultée.

6. Ce que l'outil ne sait pas faire

C'est la partie que les guides sur le sujet omettent le plus souvent, et
c'est pourtant celle qui protège ta signature.



L'outil sait



Blyx

Retrouver un texte en vigueur

L'outil ne sait pas



Décider s'il s'applique à ton dossier

Confirmer qu'un arrêt existe

Apprécier sa portée réelle

Lister la jurisprudence sur une question

Identifier le revirement qui change tout

Retourner l'identifiant officiel

Engager une responsabilité à ta place

Trois limites concrètes :

- 1. La base n'est pas exhaustive.** JudiLibre couvre la Cour de cassation et une partie des cours d'appel, et beaucoup de décisions de première instance n'y figurent pas. Une absence de résultat ne prouve rien.
- 2. La qualification reste ton travail.** Le serveur retrouve l'article que tu cherches. Savoir que c'est celui-là qu'il fallait chercher, c'est le métier.
- 3. La doctrine n'est pas là.** Légifrance diffuse le droit positif, pas les commentaires. Sur une question discutée, tu as le texte, pas l'état du débat.

Un outil qui divise ton temps de recherche par trois ne divise pas ta responsabilité par trois. Il la déplace : de la recherche vers la vérification.

7. La checklist avant de citer



À passer systématiquement, jusqu'à ce qu'elle devienne un réflexe.



L'identifiant Légifrance ou
JudiLibre est présent

Sans identifiant, rien ne prouve que la
source a été consultée

Le texte cité est celui en vigueur à
la date utile

Une version postérieure aux faits ne
s'applique pas

L'article n'est pas abrogé

Les métadonnées le signalent, encore
faut-il regarder

La décision a été ouverte, pas
seulement citée

Le résumé d'un arrêt n'est pas l'arrêt

La solution correspond à ta
configuration de faits

C'est là que se logent les erreurs
coûteuses

Trois questions à te poser avant d'envoyer quoi que ce soit : as-tu ouvert au moins une des références, saurais-tu défendre l'analyse sans mentionner l'outil, et la citerais-tu devant un confrère qui connaît le sujet mieux que toi. Si la réponse est non à l'une des trois, la recherche n'est pas finie.

Le raisonnement dépasse d'ailleurs le droit. Toute IA branchée sur une base officielle sort du régime de l'approximation : la comptabilité avec le BOFiP, les marchés publics avec le BOAMP, les normes techniques avec les registres sectoriels. Repérer, dans ton activité, les endroits où ce branchement change le quotidien, c'est précisément le travail d'un [audit IA](#).

Questions fréquentes

[Quel serveur MCP Légifrance choisir pour commencer](#)



OpenLegi, parce qu'il ne demande aucune installation technique : un

 **Blyx** a obtenu, un token (vérifié le 30/08/2026), et Claude interroge 

Légifrance. Si tu montes ensuite en volume ou en exigence de

confidentialité, bascule sur droit-francais-mcp avec ton propre compte PISTE.

Peut-on utiliser un serveur MCP Légifrance sous le secret professionnel

Oui, à condition de choisir le bon chemin. droit-francais-mcp fait dialoguer ta machine directement avec l'API de l'État, avec tes propres identifiants PISTE et sans intermédiaire. Les deux autres font transiter tes requêtes par les serveurs d'un tiers, ce qui se tranche avant de commencer, pas après.

Un serveur MCP empêche-t-il Claude d'inventer une jurisprudence

Il change la nature du risque, il ne le supprime pas. Claude cite des textes réels avec leur identifiant, mais choisir le bon texte, apprécier la portée d'un arrêt et repérer une abrogation restent ton travail. La checklist de la section 7 existe pour cela.

Combien coûte l'accès à Légifrance par ces serveurs

L'accès à l'API de l'État est gratuit via le portail PISTE, et les données sont sous licence Etalab 2.0, réutilisables y compris commercialement en citant la source. OpenLegi est lui aussi gratuit à l'usage de base (vérifié le 30/08/2026), certaines de ses sources demandant une activation séparée.



